

RUSSIE VS EUROPE

LE POINT DE VUE DE JEUNES JOURNALISTES

De jeunes journalistes arméniens ont formé un groupe de réflexion qui travaille sur les sujets les plus brûlants de la société et de la vie politique du pays. Après avoir publié une première table ronde, les NAM les ont de nouveau réunis autour de l'entrée de l'Arménie dans l'Union douanière menée par Moscou. Quels ont été les motifs de ce choix et quelles seront les conséquences pour le pays? Que signifie la récente visite du président Poutine en Arménie? Et quel sera le futur du Haut-Karabagh dans ce nouveau contexte? La chercheuse Nazénié Garibian, les journalistes Hacob Badalian, Arthur Avtandilian, Haïk Khalatian et l'activiste Olga Azatyan livrent leurs points de vue sur ces questions.

Hacob Badalian: Je pense que le dilemme « soit l'Europe, soit la Russie » est déformé, car le traité d'association avec l'Europe, du moins d'un point de vue formel, ne signifiait pas du tout un changement d'attitude par rapport à la Russie car l'Arménie n'a jamais mis en cause aucun de ses engagements envers elle. Il s'agissait uniquement de diversifier et de renforcer son potentiel et mettre aux normes internationales plusieurs domaines. C'est précisément ce processus qui a été arrêté, et l'Arménie est en train de se transformer en un territoire russe. Au lieu de devenir acteur sur la scène internationale, elle est devenue l'objet autour duquel vont se jouer les intérêts des uns et autres. La tentative de devenir un État conforme aux processus géopolitiques mondiaux a définitivement échoué.

Haïk Khalatian: L'entrée dans l'Union douanière ne signifie pas pour autant le retour vers l'Union soviétique. La Biélorussie et le Kazakhstan n'exécutent pas les directives de la Russie: chacun des présidents de ces pays mène sa propre politique et défend ses propres intérêts. Il est vrai qu'actuellement les intérêts de l'Arménie coïncident davantage avec ceux de la Russie que ceux de l'Occident. C'est la Russie et non pas l'Europe qui vend des armes à l'Arménie à des prix défiant toute concurrence. En fait, l'Europe demandait à l'Arménie de renoncer aux garanties, même sur le papier, que nous donnait la Russie en



termes de sécurité sans rien proposer en échange. D'autre part, en ce qui concerne les relations commerciales, la Russie et l'UE sont des partenaires équivalents pour l'Arménie, mais la structure de ses échanges est totalement différente. On exporte des produits finis en Russie, alors que vers l'Europe il ne s'agit que de matières premières comme le cuivre, le molybdène etc. Enfin, c'est de Russie que proviennent le 1,4 milliard de dollars USA de transferts privés annuels en Arménie.

Olga Azatyan: Je pense que dans la situation présente, la question du choix entre la Russie ou l'Europe est une fausse question, car, dans les deux cas, je ne vois pas de stratégie d'État qui montrerait où on veut aller, qu'est-ce qu'on veut devenir au final. Actuellement, on vit dans l'opacité la plus totale quant aux projets d'avenir que le pouvoir en place devrait présenter à son peuple.

Haïk Khalatian: En effet, on va là où on a le plus de pression, peu importe qui l'exerce...

Arthur Avtandilian: Aujourd'hui, nous avons l'impression qu'on nous fait choisir entre l'Europe où il y a des fleuves de lait et des rives de miel, et la Russie qui nous promet une protection éternelle. Les deux images sont exagérées. Ce qu'il faut déterminer, c'est la direction qui permettra à l'Arménie d'obtenir les conditions nécessaires pour son développement. Quand



Autour de Zara Nazarian, de gauche à droite : Nazénie Garibian, Hacob Badalian, Haïk Khalatian, Olga Azatyan et Arthur Avtandilian.

on regarde de ce point de vue, il devient évident qu'aller vers la Russie veut dire aller vers un pays avec des technologies dépassées et qui n'est pas compétitif au niveau international. C'est seulement le côté économique de la chose, mais il y a aussi un autre côté : le choix d'un modèle qui peut rendre la vie des gens plus juste, plus sûre. Je parle du système judiciaire, de la liberté d'expression, du pluralisme de la presse, etc. Tout cela n'existe pas dans « le projet russe ».

Nazénie Garibian : Concernant le choix, je dirais plutôt que c'est la Russie plus l'Orient avec la Chine, l'Iran et d'autres anciens empires ou bien l'Occident dans un sens large, incluant aussi les États-Unis. Notre choix doit donc être celui d'une civilisation, d'un système de valeurs. Et si on veut choisir un système où la personne humaine est mise au centre de la société, on doit forcément choisir le modèle occidental. Les intérêts de ces deux grands pôles envers l'Arménie sont aussi différents. Si l'Occident préfère voir un État arménien bien éta-

« L'Europe demandait à l'Arménie de renoncer aux garanties que nous donnait la Russie en termes de sécurité sans rien proposer en échange. »
H. Khalatian

bli, afin de contrer l'expansion panturquiste et islamique en général, la Russie quant à elle préfère voir une Arménie faible et docile et qui ne serait pas dotée d'institutions démocratiques qu'elle n'a pas elle-même... Encore une chose : on dit souvent qu'on doit rentrer dans l'Union douanière, car dans le cas contraire, la Russie nous punirait. Mais pourquoi personne ne s'est jamais dit que l'Occident lui aussi pourrait nous punir ? Qu'est-ce que la Russie a fait pour l'Arménie durant les deux derniers siècles ? Rien !

Haïk Khalatian : Je ne suis pas d'accord. La Russie a toujours aidé et aide encore l'Arménie à maintenir un niveau d'armement qui lui permet d'assurer sa sécurité vis-à-vis de l'Azerbaïdjan. L'Arménie n'a pas les milliards de dollars que possède l'Azerbaïdjan pour acheter des armes. Si la Russie ne voulait pas d'une Arménie forte, elle ne lui aurait pas offert tous ces armements.

Hacob Badalian : Quelqu'un a vu ou entendu un cas concret où la Russie offrait des armes ou bien, les vendait pour rien ? D'ailleurs, la déclaration du président Poutine lors de sa récente visite en Arménie où il disait que dorénavant, en tant que membre de l'OTSC, l'Arménie achèterait ses armes moins cher, a bien confirmé que jusqu'à présent l'Arménie payait plein pot ses armements. Il y a quelques années, le président Sarkissian, alors ministre de la Défense, avait déclaré que l'Arménie ne dépenserait pas un centime en moins que son voisin pour l'achat des armes. Peu importe si ça se fait avec de la monnaie sonnante et trébuchante ou en échange de ses entreprises ou même de sa souveraineté. Et puis, de quelle sécurité assurée par la Russie parle-t-on ? Quand elle vend des armes d'attaque à un pays qui menace l'Arménie de guerre cinq fois par jour, en expliquant cyniquement que « c'est du business » ? Pourquoi ne pense-t-on pas que, pour faire marcher ce « business », il est tout à fait dans les intérêts de la Russie que l'Azerbaïdjan utilise un jour ses armes pour en acheter d'autres ? Et dans ce cas, contre qui, à votre avis, va-t-il les utiliser ? Sans parler de tous ces anciens alliés que la Russie a lâchés durant ces quelques années. L'exemple seul de la Serbie suffit.

Arthur Avtandilian : Il faut se débarrasser des stéréotypes dont l'un est celui qui dit que la Russie est le garant de la sécurité pour l'Arménie. À votre avis, un citoyen qui a faim, est-il en mesure de se battre ? Et un pays où il y a de moins en moins de population, peut-il faire face à une agression ? À ce jour, la corruption est le mal qui étouffe l'Arménie, et sévit sous le regard bienveillant de la Russie.

Hacob Badalian : Les citoyens auront faim tant que le pays se trouvera dans les mains des oligarques. On a parlé des exportations arméniennes. Mais on voit très bien qu'il s'agit de quelques produits de consommation simples, comme les confitures ou le brandy, et non pas de sa haute technologie. Est-ce possible de faire vivre un pays avec ça ? Bien sûr que non. En revanche, l'Union douanière dit clairement, et le Premier ministre arménien lui-même l'a confirmé, que toutes les marchandises qui >>>

MAX « ONE SHOT » SHAKELIAN

>>> seront importées des pays autres que ceux faisant partie de cette Union deviendraient plus chères. Cela signifie qu'en s'engageant ainsi, les oligarques arméniens créent des conditions pour exporter leurs propres produits et pour en vendre d'autres qu'ils importent eux-mêmes, et rien d'autre. Les standards européens apportaient des lois qui au moins donnaient la possibilité de se développer dans des conditions autres que celles d'oligarchie, tandis que l'Union douanière conforte l'Arménie dans son état actuel, car la Russie elle-même est un exemple parfait d'oligarchie et de corruption.

Haïk Khalatian : Il suffit de regarder les anciens pays du bloc soviétique qui sont devenus membres de l'UE pour comprendre que ce n'est pas une panacée. La Bulgarie et la Roumanie ont vu leur agriculture se détériorer de manière dramatique, et presque un tiers de la population de la Lettonie a émigré. Quant aux valeurs européennes, au sein de l'Europe même, il y a de plus en plus d'« euroscepticisme » qui accuse l'UE d'être trop bureaucratique, d'étouffer les intérêts nationaux des États-membres, jusqu'à appeler leurs pays à quitter l'UE.

Arthur Avtandilian : Personne ne dit que c'est une panacée. Mais ce n'est pas la peine de regarder ceux qui ont essayé et qui ont échoué. La question n'est pas là. La vraie question, ce sont les possibilités, les opportunités qu'offre l'Europe.

L'Ukraine, la Moldavie et la Géorgie

Hacob Badalian : Il est vrai que s'agissant de l'association avec l'Europe, le président ukrainien a cédé à la Russie exactement comme Serge Sarkissian l'a fait avec l'Arménie. En revanche, la vague d'opposition que ce renoncement européen a provoquée en Ukraine n'a rien à voir avec ce qui s'est passé en Arménie. Ainsi, le monde entier a pu voir que l'Ukraine est un pays qui a un potentiel, qui n'est pas « occupé ». En Arménie, en dehors de quelques centaines de personnes, on n'a pas vu ce potentiel, ni au niveau de la société ni à celui des forces politiques.

Haïk Khalatian : On ne peut pas comparer l'Arménie à l'Ukraine car l'Arménie est un pays monoethnique et monoconfessionnel, tandis que l'Ukraine abrite plusieurs religions et tendances dont les intérêts sont souvent contraires. Pour cette raison, elle se retrouve aujourd'hui devant une menace d'éclatement. Également, le degré de corruption en Ukraine est tel que la population ne regarde plus dans quel sens elle va, vers l'Europe ou vers la Russie. Ce qu'elle veut, c'est se débarrasser de ses oligarques. Quant à la Moldavie, ses enjeux ne sont pas comparables à ceux de l'Arménie, et l'ampleur du problème de la Transnistrie est incomparable avec celui du Karabagh. En plus, ils ont l'espoir qu'en signant l'association avec l'Europe, ils pourront attirer la Transnistrie en lui faisant miroiter un avenir européen.

Olga Azatyan : Je pense que dans la guerre de 2008, la Géorgie a « payé » son indépendance à la Russie en perdant l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud. La population géorgienne était beaucoup plus décidée à suivre la voie européenne que l'est celle de l'Arménie.

La question du Karabagh

Arthur Avtandilian : Dans la question du Karabagh, le fait de se distancer ou pas de la Russie change peu de chose, car la plupart des pays occidentaux, malgré la rhétorique, sont intéressés par le gel du statu quo. Dans l'espace postsoviétique, c'est la seule zone de conflit où il n'y a pas de forces internationales de maintien de la paix. Tout cela m'amène à dire que le « portefeuille de contrôle » du conflit du Karabagh n'est pas détenu par la Russie.

Nazélie Garibian : L'autre différence majeure du Karabagh est qu'en se détachant de l'Azerbaïdjan, il n'a pas vocation à rejoindre la Russie, comme l'ont fait de facto l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud. Mais depuis quelques temps, la situation a changé, et la Russie montre de plus en plus d'intérêt pour le Karabagh.

Haïk Khalatian : Aujourd'hui, il n'y pas d'alternative à la présence russe pour préserver la paix entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan. De nombreuses discussions que j'ai pu avoir avec des diplomates occidentaux, y compris à titre privé, ont montré que l'Occident n'est pas prêt à nous défendre en cas d'agression ni à nous vendre des armes à un prix préférentiel.

Hacob Badalian : Récemment, Constantin Zatouline, l'un des « porte-parole » du pouvoir russe, a suggéré que l'Azerbaïdjan devait accepter l'indépendance du Karabagh, et les forces arméniennes, à leur tour, devaient quitter les territoires adjacents. De toute évidence, cette déclaration représente la vision russe du règlement. Mais les Russes eux-mêmes savent que cette option n'est pas réaliste. Quelle est donc leur préoccupation principale ? Pour la Russie, le point principal garantissant sa pérennité dans la région n'est pas sa base militaire à Gumri qu'elle pourrait quitter un jour si elle n'arrivait pas à s'imposer au Karabagh. C'est pour cela qu'elle va faire tout



Max Spasov

« La Russie va faire tout son possible pour se trouver au Karabagh et il ne lui restera plus qu'à négocier directement avec Ankara et Bakou. »



PHOTOGRAPHER

« Il suffit de regarder les anciens pays du bloc soviétique qui sont devenus membres de l'UE pour comprendre que ce n'est pas la panacée. ».

son possible pour se retrouver au Karabagh sous prétexte d'entrée des troupes de l'OTSC. Une fois cette entrée réussie, l'Arménie se retrouvera dans une dépendance totale de la Russie, et il ne restera plus à Moscou qu'à négocier directement avec la Turquie et l'Azerbaïdjan la suite des événements. Enfin, en ce qui concerne le manque de garanties à l'Arménie de la part des pays occidentaux, quelles garanties voulez-vous donner à un pays qui n'est pas maître de la situation et qui n'a pas pris sur ses propres décisions ?

La visite de Poutine

Arthur Avtandilian : Il existe un indicateur très important : durant les quatre ou cinq dernières années, il n'y a jamais eu autant d'arrestations que lors de la dernière visite de Poutine où la police a arrêté 110 personnes sur environ 300 manifestants. Il est évident que c'était une réaction disproportionnée. À mon avis, l'unique raison est qu'il fallait montrer qu'en Arménie les policiers travaillent bien et à quel point le danger est important. Il faut aussi ajouter que c'était la deuxième grande manifestation qui a eu lieu après le 3 septembre, et j'y vois une dynamique très claire d'augmentation de la présence policière. Avez-vous remarqué que lors de n'importe quelle manifestation, il y a maintenant deux fois plus de policiers que de participants ? Bienvenue donc à l'Union douanière ! J'y vois clairement une tentative d'intimidation. Moi-même, j'ai été embarqué au département de police de Shengavit, car je tenais une pancarte sur laquelle j'avais écrit « *La République d'Arménie souveraine* ». Rien de plus ! Cela veut dire qu'aujourd'hui, en Arménie, on peut être arrêté pour avoir évoqué la souveraineté du pays... N'est-ce pas absurde ?

Haïk Khalatian : Et vous pensez que les policiers occidentaux ne dispersent pas les manifestants pour un oui ou pour un non ? Vous avez dit vous-même qu'il y avait, lors de la visite de Poutine, quelque 300 manifestants. S'il n'y en pas eu davantage, cela ne veut-il pas dire que la plupart des Arméniens sont d'accord avec l'entrée de l'Arménie dans l'Union douanière ? Je suis persuadé que si un référendum sur l'entrée dans l'Union douanière avait été organisé, la plupart de la population aurait voté pour.

Hacob Badalian : Oui, cela aurait été ainsi, car la société arménienne est encore très peu informée en dehors de la télévision qui est composée des chaînes locales toutes contrôlées, ainsi que des chaînes russes. La société arménienne ne sait pas ce qu'est l'Europe. Ce ne sont pas que des homosexuels et des pédophiles qui la peuplent, comme c'est souvent présenté, mais des gens ordinaires, comme ils le sont eux-mêmes, et que ces gens ordinaires ont leurs propres problèmes qui sont résolus grâce à des mécanismes bien élaborés que l'Europe a créés. Tant que cela n'a pas changé, oui, un référendum sera toujours en faveur de l'association avec la Russie.

Nazénié Garibian : Pour moi, il faut qu'il y ait dans un pays une force qui soit capable de dire « non ». Pour cette raison, je trouve un peu décourageant le fait qu'il y ait eu aussi peu de manifestants qui se soient mobilisés lors de la visite de Poutine. Cela peut vouloir dire que nous n'avons plus les ressources humaines nécessaires pour résister. C'est une découverte pénible, et en même temps, une occasion supplémentaire pour comprendre que maintenant plus que jamais, la force nécessaire doit venir de la diaspora. ■

*Propos recueillis par
Zara Nazarian*